



76^e session de l'Assemblée générale

5^e commission

Point 140 de l'ordre du jour

Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Improving the financial situation of the United Nations

New York, le 28 octobre 2021

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations se félicitent des différents *briefings* du Secrétariat quant à ce point de l'ordre du jour.

Monsieur le Président,

Par rapport à l'an dernier, nous sommes satisfaits de ce que, jusqu'à présent, aucune mesure d'urgence n'ait dû être déclarée pour faire face à l'actuelle crise de liquidité des Nations Unies. Toutefois, cela ne doit pas nous faire oublier que la situation financière de l'Organisation demeure fort préoccupante.

Les Nations Unies ont débuté l'année par un nombre record d'arriérés de paiement. En outre, la tendance persistante et alarmante d'un recouvrement inégal des contributions budgétaires se poursuit, appelant les Nations Unies à une gestion prudente de leurs liquidités, de façon à ne pas compromettre, au cours de l'année, leurs opérations. Comme l'a clairement indiqué la Secrétaire générale adjointe Pollard dans sa déclaration devant la Cinquième Commission : sans une intervention soutenue et décisive de l'Assemblée générale à ce sujet, nous devons nous attendre à un sous-financement systémique des mandats de l'ONU. En fin de compte, la priorisation des tâches par le Secrétariat, nécessaire compte tenu des difficultés de trésorerie, représente un risque pour le contrôle des États membres sur la mise en œuvre des mandats de l'ONU.

Monsieur le Président,

Si des mesures telles qu'une trésorerie commune à toutes les opérations de maintien de la paix ont eu certains effets positifs, notamment sur la flexibilité budgétaire du Secrétaire général, il nous faut faire davantage.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Tout d'abord, afin de pouvoir aborder la situation financière dans une perspective à long terme, la méthodologie budgétaire et le cadre réglementaire doivent être révisés. Plus important encore, en tant que chef de l'administration, le Secrétaire général doit disposer d'une plus grande marge de manœuvre dans la gestion budgétaire. Par exemple, il devrait être autorisé à réaffecter, selon les besoins, les ressources à des sections du budget, tout en garantissant une responsabilité et une transparence totales aux États membres. Dans ce sens, nous attendons avec intérêt et impatience des propositions concrètes du Secrétaire général.

Deuxièmement, les modes de paiement doivent avoir des conséquences tangibles pour les États membres. Il devrait y avoir de fortes incitations à un paiement rapide des contributions et des mesures dissuasives claires pour les retards ou le non-paiement.

Soyez assurés que nos délégations continueront d'honorer leurs obligations financières envers l'Organisation, en payant à temps et en totalité ; et nous encourageons vivement tous les États membres à se joindre à nous dans cet engagement.

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein sont fortement engagés en faveur d'un multilatéralisme efficace et revitalisé, et reconnaissent le rôle central des Nations Unies dans un système multilatéral apte à relever les défis mondiaux actuels, tels que la pandémie actuelle. Nous réitérons donc la nécessité pour l'ONU de percevoir un financement adéquat des États membres, de manière à ce qu'elle puisse pleinement remplir ses mandats.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honour to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the various briefings by the Secretariat on this agenda item.

Mr. Chairman,

Compared to last year, we are satisfied that no emergency measures to deal with the ongoing liquidity crisis of the United Nations had to be declared so far. However, this should not blind us to the fact that the financial situation of the organization remains a big concern.

The United Nations started this year with an all-time high in arrears. In addition, the persistent and alarming trend of uneven collection of budget contributions continues, calling for prudent cash management by the United Nations to ensure that operations are not compromised during the year. As USG Pollard has made it clear in her statement before to the Fifth Committee: without a sustained and decisive intervention by the General Assembly to address this problem, we need to expect systemic underfunding of UN mandates. Ultimately, the necessary prioritization of tasks by the Secretariat, in order to take into account the difficult cash situation, poses a risk for Member State's control over the UN's mandate implementation.

Mr. Chairman,

While measures such as the common cash-pool for peacekeeping operations had some positive effects, including on the budgetary flexibility of the Secretary-General, more needs to be done.

First, in order to address the financial situation in a long-term perspective, the budget methodology and regulatory framework need to be revised. Most importantly, as the chief administrative officer, the Secretary-General should have more leeway in managing the budget. For example, he should be authorised to reallocate resources within budget sections, as the need arises, while ensuring full accountability and transparency towards member states. In that sense, we are expecting concrete proposals of the Secretary-General with interest and impatience.

Second, payment patterns must have tangible consequences for member states. There should be strong incentives for early payment of contributions and clear disincentives for late or non-payment.

Please be assured that our delegations will continue to honour our financial obligations to the Organization by paying on time and in full and we strongly encourage all Member States to join us in this commitment.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein are strongly committed to an effective and indeed reinvigorated multilateralism and recognize the central role of the United Nations in a multilateral system able to address current global challenges, such as the current pandemic. We therefore reiterate the need for the United Nations to receive adequate funding from Member States in order to fully implement its mandates.

Thank you, Mr. Chairman.